

ÇA PRESSE!



N° 0 - Publication périodique du secteur presse - site en construction sur le portail de la CNT : <http://cnt-f.org>

Secteur presse, c/o syndicat de la Communication région parisienne - 33, rue des Vignoles, 75020 Paris - 01 43 72 21 67 - presse.rp@cnt-f.org

SOMMAIRE

INFOLINE

P.1 INFOLINE

L'information n'est pas une marchandise... ceux qui la font non plus ! Il est temps de s'organiser pour résister aux logiques patronales.

L'information n'est pas une marchandise... ceux qui la font non plus ! Il est temps de s'organiser pour résister aux logiques patronales

P.2 PIGISTE UN JOUR, PIGEON TOUJOURS

Les pigistes sont les intérimaires de la presse. Pour les journalistes, les secrétaires de rédaction et les maquettistes, c'est « Bosse et tais-toi ! »

DETRACTEUR DE REDACTEUR

Journaliste, du rêve à la réalité... Extraits d'un texte désenchanté.

LE NO MAN'S LAND DU JOURNALISTE TERRITORIAL

La presse territoriale est en plein essor. Mais, si elle échappe à une logique commerciale, elle demeure prisonnière d'une logique électorale. Et ceux qui y travaillent restent en-dehors des cadres conventionnels de la presse...

LE POIDS DES PHOTOS

Photographe... tel un grand fauve, il arpente le bitume pour chasser l'Image ! Mais le fauve est bien individualiste et, face au patronat, la proie, c'est lui.

MEDIAKTIVISME

Parallèlement à la lutte syndicale, l'enjeu est aussi de proposer des alternatives au cauchemar marchand : don't hate the medias, be the medias.

P.3 LE DESSINATEUR DE PRESSE

Son quotidien en neuf tableaux.

P.4 LA CNT AU PAYS DES SOVIETS

En façade, un journal militant ; en arrière-cour, répressions, logique patronale, licenciements. Sans dialogue. Il n'y a pire patron qu'un patron de « gauche ».

DU RIFI FI A BELLINI

La caisse de retraite des journalistes manage à la sauce libérale. Quand répression antisyndicale se conjugue avec remise en cause des retraites...

LES JOURNAUX GRATUITS CONTRE LA PRESSE

Les gratuits débarquent en France. Avec une certaine conception de la presse... Un avant-goût de ce que nous préparent les marchands qui se l'accaparent.

A L'ECOLE DE LA SERVITUDE VOLONTAIRE

Dernièrement, le prestigieux Centre de formation des journalistes était en grève. Le motif? Une augmentation de près d'un tiers des frais de scolarité. Lors d'une journée d'action, les étudiants ont exprimé leur rejet d'une certaine presse poubelle, celle des PPDA et autres chiens du garde du PAF.

Foule esclave, debout !

Samedi 1 juin de 14h à 22h.

Le secteur presse organise une après-midi de rencontre autour de la presse, papier, TV, radio ou Internet, pour les professionnels ou les amateurs. Au programme :

- Présentation du secteur ;
- Projections de films, documentaires, indépendants ou non.
- Interventions sur les différentes problématiques liées à la presse (les métiers de la presse, droit du travail, précarité, manipulation de l'information, les multinationales, intervention dans la ligne éditoriale, le médiaktivisme, etc.) ;
- Débats.

BAR, BOUFFE

L'information est au cœur de notre environnement politique. Il paraît même que c'est l'un des piliers de la démocratie. Mais, du quatrième pouvoir à la cinquième colonne (à la Une), il y a un pas, que nombre de patrons de presse sont prêts à franchir. Parce que l'information n'est pas une marchandise, parce que ceux qui la font non plus, nous avons décidé de créer le « secteur presse », en réunissant les travailleurs(euses) de la presse dispersés dans divers syndicats CNT (Communication région parisienne, Etpreci 93 Nord et Interco 93 Sud).

Car, si l'information ne doit pas être une marchandise, elle ne l'est que trop souvent. Et cette logique économique totalitaire inclut la marchandisation des travailleurs de la presse – dessinateurs, maquettistes, secrétaires de rédaction, photographes, rédacteurs, éditeurs, correcteurs, typographes, iconographes... Souvent précarisés, dépossédés de nos titres, devenus jouets pour des multinationales sans âme, nous sommes conditionnés à ne plus être que des exécutants, appliquant des recettes marketing, le plus souvent nous autocensurant en ne faisant rien qui puisse déplaire... Les gratuits, les suppléments publicitaires plus ou moins déguisés, sont l'annonce de nos tristes lendemains. Dans ce contexte, inutile de s'étonner que l'image de la presse ait du plomb dans l'aile, que les médias soient presque unanimement décriés. Au final, nos journaux, nos radios, nos télévisions deviennent ces lieux que l'on est censé laisser en partant aussi propres qu'ils l'étaient en arrivant.

Nous nous élevons particulièrement contre le corporatisme qui touche nos métiers. Entre ouvriers, différentes catégories d'ouvriers (correcteurs, typographes...), entre journalistes (rédacteurs, secrétaires de rédaction, maquettistes), entre ceux-là et les employés... Chacun pour soi, l'exploitation pour tous, et les profits seront bien gardés... C'est ainsi que, il y a quelques années, différents syndicats corporatistes, parfois au sein d'une même confédération, se sont retrouvés en guerre les uns contre les autres... pour le plus grand bénéfice de qui ?

Parce que nous refusons d'être des pions au service des multinationales de la presse ;
Parce que nous sommes fiers de nos métiers et que nous voulons les faire bien ;

Parce que nous ne considérons pas l'information comme une marchandise ;

Parce que nous tous qui travaillons dans la presse, papier et Internet, audiovisuelle et radiophonique, avons des intérêts communs à défendre ;

Parce que se battre pour de meilleures conditions de travail c'est aussi se battre pour des médias libres ;

Parce que nous voulons prendre nous-même nos affaires directement en main...

Nous nous constituons en « secteur presse », afin de pouvoir affirmer et exercer notre conception du syndicalisme. Nous nous réclamons de l'intercorporatisme, car la division ne peut que servir les intérêts du patronat. Nous nous définissons des axes de lutte sortant de la seule défense d'intérêts catégoriels, car nous estimons, en tant que travailleurs(euses) de la presse, avoir un devoir d'information et de formation face à la toute-puissance de la désinformation.

Syndiqués ou non, journalistes en pied, pigistes, photographes, éditeurs, correcteurs, caméraman, étudiants en école de journalisme, médiaktivistes, usagers des médias, critiques, fin gourmets ou anorexiques de l'information, nous vous invitons à nous rejoindre.



Secteur presse

PIGISTE UN JOUR, PIGEON TOUJOURS

Les pigistes sont les intérimaires de la presse. Pour les journalistes, les secrétaires de rédaction et les maquettistes, c'est « Bosse et tais-toi ! »

Le statut de pigiste est l'une des manifestations du développement de la précarité dans le secteur de la presse et dans la société d'une manière plus générale.

Les rédacteurs sont payés au feuillet ou à la page, c'est-à-dire à la longueur des articles qu'ils écrivent. Les employeurs ne font appel à eux que lorsqu'ils ont besoin soit de remplir des pages, soit d'un spécialiste sur une question particulière. Une sorte d'intérim appliqué à la presse.

En ce qui concerne les pigistes secrétaires de rédaction ou maquettistes, ils sont payés à la jour-

née. Mais quelle journée ? Définie comme six heures travaillées par les ASSEDIC, elle correspond souvent dans la réalité à huit heures ou plus, lors des bouclages. Pas question de râler, autrement on ne vous rappelle plus !

L'intérêt pour les patrons est multiple.

D'abord, cette généralisation du statut de pigiste permet l'application de l'intérim dans la presse, tout en évitant d'avoir à payer la prime de précarité et en bénéficiant d'un statut suffisamment flou pour lui faire revêtir les formes les plus diverses et les moins favorables au pigiste. Et, bien entendu, lorsqu'on a pas besoin d'eux, nul besoin de les licencier.

Ensuite, le recrutement de pigistes permet de réduire considérablement le risque de conflit collectif. Précaires, donc peu enclins à risquer leur travail en se syndiquant ou en participant à des actions ou réunions revendicatives du personnel,

ils savent les risques qu'ils courent s'ils se font remarquer. En toute légalité, on se contentera de ne plus faire appel à eux, brutalement ou progressivement... De plus, beaucoup de pigistes n'étant que peu présents dans les locaux, cela ne favorise ni la concertation ni l'organisation en cas de conflit, encore tout bénéf pour la patron. Une difficulté qu'éprouvent les organisations syndicales, qui peinent à informer ces travailleurs. Bref, le statut de pigiste est par essence même une arme du patronat contre le syndicalisme.

Quant à la définition de la ligne éditoriale, déjà on en éloigne de plus en plus les journalistes en général, mais les pigistes ne sont, eux, quasiment jamais invités à y participer. Journaliste modèle, il fait ce qu'on lui dit là où on lui dit. Sinon...

Les pigistes du secteur presse

DETRACTEUR DE REDACTEUR

Journaliste, du rêve à la réalité... Extraits d'un texte désenchanté.

Ah, journaliste, quel bel apostolat : plus qu'un métier, un sacerdoce ! Certains entrent en journalisme comme d'autres en religion. Les parallèles sont d'ailleurs troublants : c'est un véritable chemin de croix pour accéder au saints des saints. Et plus on avance, plus on doute, même si la communauté des croyants tente de faire rentrer dans le troupeau les brebis égarées. Et, une vie d'articlier durant, on rêve de postérité en écrivant sur les chiens écrasés.

[...]

Plus le temps de vérifier les informations, de croiser les sources, d'aller sur le terrain assez longtemps pour donner à voir, à entendre, à penser. On pisse de la copie en puisant allégrement dans l'AFP, fil d'Ariane et de formatage du discours médiatique. On répond aux commandes d'une hiérarchie qui pense plus au budget publicitaire qu'aux lecteurs et qui plaque sur la réalité ses idées reçues et sa « vision du monde », resucée aseptisée du discours dominant ambiant, histoire de ne pas faire de vague, de ne pas choquer. De ne pas faire fuir ce si précieux lecteur. Alors que l'on ne l'a jamais autant floué. On vend les lecteurs à la pub en lui vendant une pseu-

do-information qui se prétend objective, impartiale. Quand elle ne peut plus l'être. Objectivement.

Pas étonnant que l'enquête annuelle sur la confiance des Français à l'égard des journalistes montre, d'année en année, une telle défiance. Et l'on pointe du doigt les cas limites, de ces caricatures médiatiques de « journalistes aux ordres », de « lecteurs de prompteur », d'éditorialistes multi-carte pour mieux se voiler la face sur les petits arrangements avec l'information. Au quotidien.

Ratel

LE NO MAN'S LAND DU JOURNALISTE TERRITORIAL

La presse territoriale est en plein essor. Mais, si elle échappe à une logique commerciale, elle demeure prisonnière d'une logique électorale. Et ceux qui y travaillent restent en-dehors des cadres conventionnels de la presse...

On compterait désormais en France plus de milletitres de presse dite « territoriale » (journaux de municipalités ou de conseils généraux pour l'essentiel). Une étude de 1997 estime que la moitié des adultes français en lit au moins un. Il est par contre très difficile d'évaluer le nombre de journalistes qui y collaborent. Il n'existe pas, en effet, de filière et de cadre d'emploi spécifique pour eux dans la fonc-

tion publique territoriale et la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels ne les reconnaît pas.

Les élus locaux expliquent qu'il ne s'agit plus de faire de la « communication-propagande » mais de la « communication-information », au service de tous les citoyens. Dans la pratique, la pression qui s'exerce sur les rédactions reste particulièrement brutale, sous forme de censures diverses. L'ambition d'informer est calibrée par des impératifs électoralistes. La précarité en est une autre caractéristique : sept journalistes sur dix sont des contractuels embauchés en CDD, sans évolution professionnelle. De plus, les éditeurs ont massivement recours aux pigistes, rémunérés en « vacataires » horaires – hors de tout statut et des droits afférents – quand ce n'est pas en Agessa (droits d'auteur) ou honoraires. Une préca-

rité qui facilite l'éviction des journalistes trop remuants.

Les journaux territoriaux sont pourtant financés par les contribuables. Ils devraient constituer une presse de proximité du service public, dégagée des impératifs commerciaux. Pour que tous aient accès à une solide information, mais aussi pour travailler au corps la vie sociale, associative, culturelle que tissent les habitants, pour radiographier sans les instrumentaliser les problèmes qui traversent les territoires... Mais il faudrait pour cela garantir l'indépendance des rédactions, un plein et entier statut de journaliste (avec les droits et devoirs qui en découlent) à leurs collaborateurs.

Claude

LE POIDS DES PHOTOS

Photographe... tel un grand fauve, il arpente le bitume pour chasser l'image ! Mais le fauve est bien individualiste et, face au patronat, la proie, c'est lui.

La récente grève des photographes de l'agence Sygma/Corbis a révélé au public la vérité sur une profession très idéalisée. Les photographes licenciés sont 42, sur la centaine de licenciements prévus. La crise la

touchant de plein fouet, la Cyclope corporate se bouge... mais l'aurait-elle fait si elle avait été épargné ? Rien n'est moins sûr... Car les photographes ne manquent pas et les patrons de presse le savent. Ils connaissent aussi le caractère individualiste d'une profession où la concurrence est souveraine et même parfois déloyale.

Les dispositions sociales concernant le photographe dépendent du domaine d'activités de ses « clients ». Lorsqu'il travaille pour la presse, il bénéficie du statut de journaliste. Mais, dès lors qu'il diversifie ses activités, il se trouve à naviguer entre salaires, droits d'au-

teurs ou honoraires. Ces conventions peuvent satisfaire, à court terme, mais ressemblent fort à celle des artistes : couverture sociale aléatoire, retraite au rabais et surtout extrême fragilité face aux patrons, qui savent jouer des statuts en fonction de leur comptabilité. Néanmoins la photo reste un métier fabuleux et si l'engagement sur le terrain dépasse parfois les autres considérations : « Il faut bien bouffer ! ». Les marchands de papier le savent et ils gagneront toujours tant que les photographes joueront perso.

Jean-Paul

MEDIKTIIVISME

Parallèlement à la lutte syndicale, l'enjeu est aussi de proposer des alternatives au cauchemar marchand : don't hate the medias, be the medias.

Pour nous, professionnels de l'information qui avons décidé de créer, dans la CNT, le « secteur presse », il y a certes l'objectif de nous organiser dans les structures économiques existantes. Se battre pour faire respecter nos droits, pour en conquérir, se battre contre la précarité, solidairement, se battre pour

prendre ou reprendre du pouvoir sur nos publications aux mains de multinationales ogresses, est un axe de lutte prioritaire.

Mais, face à la désinformation massive liée à la confiscation de la presse par les « marchés », il est aussi un autre front, que nous devons rejoindre : celui des médias indépendants. Télés associatives, agences de presse en contributions libres, radios libres, revues militantes, sont des outils qu'il est possible dès aujourd'hui d'investir. Non pour les confisquer, mais pour y apporter nos savoir-faire. Pour aider à mettre en place et développer des médias au service de tous, des outils de lutte mais aussi, pourquoi

pas, de culture, d'information générale...

Etre des professionnels de la presse nous donne aussi le devoir d'éducation à la presse. Face au gavage, notre expérience doit servir la participation critique. Savoir décrypter l'information, savoir la vérifier, savoir en fournir sont des conditions non suffisantes mais nécessaires pour la construction d'un autre futur.

Notre rôle sera déterminant.

Les médiaktivistes du secteur presse

Des news par centaines !

Pour recevoir la newsletter à parution aléatoire du secteur presse, abonnez-vous à : presse.rp@cnt-f.org. Actualité du secteur, actualité des luttes, réflexions sur nos beaux métiers... Envoyez-nous vos infos ou vos réflexions, nous les y intégrerons !

LE DESSINATEUR DE PRESSE : CE PETIT ÊTRE ÉTRANGE...



ABONNEMENTS

O « Je désire recevoir un exemplaire d'Un autre futur, la revue du syndicat (3 €, 18 € l'abonnement de 6 numéros) ».

O « Je désire recevoir trois exemplaires gratuits de la revue de la CNT, Le Combat syndicaliste ».

O « Je désire m'abonner à la newsletter du secteur presse (de préférence par mel à : presse.rp@cnt-f.org) ».

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : e-mail : Profession/Lieu de travail :

LA CNT AU PAYS DES SOVIETS

En façade, un journal militant ; en arrière-cour, répressions, logiques patronales, licenciements. Sans dialogue. Il n'y a pire patron qu'un patron de « gauche ».

Des anarchosyndicalistes dans le journal de Robert Hue ? Non, vous ne rêvez pas ! Forte de près d'une dizaine de militants et comptant de nombreux sympathisants, la section CNT Huma est née en mars 2001, alors que se profilait le dernier plan social d'un journal qui, après avoir perdu la faucille et le marteau, avait décidé, pour des raisons de survie, de se débarrasser d'un tiers de son personnel. La CNT a eu une part active dans l'examen attentif du plan proposé par la direction, plan qui, au départ, se voulait totalement illégal. Durant des années, le PCF et les apparatchiks à la tête de l'Huma ont su jouer sur la fibre sentimentale pour que certaines personnes partent les mains vides, avec, comme lot de consolation, la vague certitude d'avoir « servi la cause ». Sans oublier, bien sûr, des purges pour ceux

qui ont su par le passé se battre contre les conditions de travail iniques.

La CNT a pointé du doigt les incohérences et les tâtonnements d'une direction « renouvelée ». A commencer par l'ouverture du capital, à Lagardère, Bouygues et autres chantres du pluralisme, d'un journal se réclamant des idéaux de Marx. En y ajoutant une reprise en main façon « la voix de son maître » par Colonel-Fabien, on obtient un mélange des genres des plus déplorables, entre information au rabais et propagande d'un autre âge. Principe des vases communicants : le quotidien est bien sombre pour ceux qui travaillent dans un journal censé être rouge.

Composée de journalistes, iconographes, pigistes, dessinateurs, ouvriers, la section CNT Huma se bat sur plusieurs fronts. Au-delà de la bataille pour son existence – bataille d'ores et déjà gagnée dans les faits par son engagement et ses luttes malgré les délits d'entrave de la direction –, la section Huma a pour principaux axes d'intervention :

- la défense des pigistes par le biais de la proposition d'un cahier de doléances ;

patronales et ouvrières : SPP et SPQR d'une part, les cinq confédérations et le SNJ (Groupe des 10) d'autre part. La direction issue du groupe Bellini reste responsable de la gestion du nouveau groupe. Réussira-t-elle à y imposer sa vision ultralibérale de la réalité sociale et son management taillonnage qui n'a d'autre effet que d'épuiser et démotiver le personnel ? L'avenir nous le dira, mais seule l'action collective des salariés peut changer le cours des choses. Jusqu'alors, quiconque a osé sortir du sillon tracé ou manifester la moindre divergence de vue, a eu droit au traitement spécial : répression brutale et harcèlement, qui cesse en général avec la relation de travail. Vous l'aurez deviné, dans ces conditions, les rapports que la direction entretient avec la section CNT

- les négociations salariales, statutaires ;
- une réflexion sur le travail, le contenu rédactionnel et la situation financière, économique et humaine de l'Humanité.

La CNT Huma se veut outil de radicalisation des revendications et de dénonciation de situations économiques, professionnelles et humaines aberrantes. Ainsi, la section a pu travailler avec des délégués du personnel non syndiqués, des délégués syndicaux CGT critiques, des journalistes, employés, pigistes, cadres lassés par la culture du sacrifice, le double langage, la quadruple comptabilité et les trente-six manières de ne pas respecter le droit du travail.

La section CNT Huma se bat sur tous les fronts, fait de la résistance même au niveau rédactionnel, histoire de glisser quelques grammes de finesse dans un monde de rouges pâles. Quitte à franchir la ligne jaune.

Section CNT L'Humanité, secteur presse

sont difficiles : une plainte pour entrave à l'exercice du droit syndical et au fonctionnement du comité d'entreprise a été déposée récemment. Force est de constater que les syndicats siégeant au conseil d'administration sont des employeurs comme les autres, quelques fois pires. Le paritarisme assure aux organisations patronales et ouvrières des rentes substantielles. Les syndicats dits « représentatifs » en vivent largement. C'est une des raisons qui expliquent leur manque de combativité, piégées qu'ils sont dans une logique cogestionnaire.

Section Bellini, secteur presse

beaucoup les questions liées à une certaine conception de la presse, pluraliste et de qualité, qui ont agité les assemblées générales. Un débat duquel ont été absents les syndicats de journalistes.

FIN D'UNE LUTTE ?

Las, deux accords avec les deux comités inter du Livre* ont finalement mis fin à la lutte. A la clef ? L'incorporation de la fabrication des gratuits dans le schéma de distribution classique de la presse quotidienne – les NMPP – et la création de quelques emplois. D'où un certain désarroi dans de nombreuses AG d'ouvriers du Livre, l'affrontement idéologique contre une « presse » ultralibérale ayant été abandonné pour un pragmatisme à courte vue.

Ouvriers du Livre, secteur presse

* Il existe deux comités inter, l'un regroupant les rotativistes, les correcteurs et PDP, l'autre le reste des corporations (typographes, etc.). Ces comités sont les seuls aptes à signer des accords. Quant à la base... elle court après les camions et dit amen. Ou ne dit rien, mais n'en pense pas moins.

DU RIFI A BELLINI

La caisse de retraite des journalistes manage à la sauce libérale. Quand répression antisyndicale se conjugue avec remise en cause des retraites...

Les couvertures complémentaires de retraite et de maladie du secteur de la presse parisienne et régionale (SPP et SPQR) sont couvertes par un organisme unique depuis janvier dernier, issu de la fusion des groupes Bellini et Gutenberg : IPS (Institution de protection sociale) Bellini-Gutenberg. Les membres du conseil d'administration de l'institution représentent à parité les organisations

LES JOURNAUX GRATUITS CONTRE LA PRESSE

Les gratuits débarquent en France. Avec une certaine conception de la presse... Un avant-goût de ce que nous préparent les marchands qui se l'accaparent.

L'arrivée des titres d'informations gratuits, le Suédois Metro puis, son cousin norvégien 20 minutes, est une dangereuse attaque contre la situation déjà précaire de la presse quotidienne. La seule riposte organisée l'a été à l'initiative des ouvriers du Livre CGT. Pourtant, le danger de l'apparition d'une telle « presse » aurait dû inciter l'ensemble des métiers à réagir.

UNE NON-PRESSE

Ces titres sont une compilation de dépêches, parfois réécrites, sans aucune analyse ou investigation propre. On pourra sourire devant le « comité éditorial » (sic) de « Metro France » : Christine Ockrent, Philippe Tesson et

Albert du Roy, trois chantres d'une presse de marché. Presse gratuite, presse de demain ? Plusieurs grands groupes de presse français ont suivi attentivement le conflit, ayant sans doute quelque projet du genre dans leurs tiroirs. Gageons que Amaury (L'équipe et Le Parisien) ou Hachette n'attendent qu'une chose : pouvoir faire pareil. Hachette-Filipacchi Médias, à Marseille, a déjà commencé avec le supplément gratuit de La Provence.

QUELLE MOBILISATION ?

Seuls les ouvriers du Livre CGT – toutes les professions – se sont collés le « sale boulot ». Ils ont organisé des actions au quotidien pour la saisie (pacifique dans 99 % des cas, contrairement aux légendes véhiculées par certains médias) des journaux (Metro et Vingt minutes), l'interception de camions, la destruction de centaines de milliers d'exemplaires, le blocage des imprimeries... Les médias ont insisté sur le caractère corporatiste du mouvement (intégration des gratuits au sein des NMPP afin de créer des emplois statutaires), mais ce sont

calibre les plumes et les esprits.

On apprend aussi la concurrence effrénée, joyeuse émulation ultra-individualiste, et, encore étudiant, il faut « sortir du lot ». On apprend encore à courber l'échine. Droits du pigiste ? Clause de conscience ? Intervention dans la ligne éditoriale ? Des matières en option, tout comme la déontologie. Car il faudra bien en passer par là : stages, piges, CDD...

Au final, un goût amer. Certes, il y a le « carnet d'adresses » qui s'étoffe et l'école assure plus ou moins le rôle d'agence de placement façon « escort girl ». Mais les ambitions sont autres. Qui doit-on admirer ? Celui qui suit à la lettre les règles de la rédaction d'une dépêche AFP ou celui qui les connaît assez pour mieux les transcender, les dépasser ? Le journalisme n'est pas qu'un métier de presse-bouton où l'on maîtrise le copier-coller. A cent lieux de la prétendue « objectivité », voile de la pensée unique, le journalisme est un métier où l'on doit revendiquer sa singularité.

A L'ECOLE DE LA SERVITUDE VOLONTAIRE

Dernièrement, le prestigieux Centre de formation des journalistes était en grève. Le motif ? Une augmentation de près d'un tiers des frais de scolarité.

Lors d'une journée d'action, les étudiants ont exprimé leur rejet d'une certaine presse poubelle, celle des PPDA et autres chiens de garde du PAF. Et aussi leur désir d'entendre la voix des syndicats. Parce qu'en école de journalisme, leurs droits, ils apprennent à s'asseoir dessus.

Sésame du plus beau et du plus vieux métier du monde, l'école de journalisme sait se faire désirer. Il en existe huit, reconnues par l'Etat et la profession. Et la sélection est impitoyable. Le formatage commence dès le recrutement : la plupart sont issus de Sciences Po ou Khâgne. Durant les études, on apprend le « ton radio », l'art et la manière de pencher la tête l'air chagriné, on

A ce titre, les revendications des étudiants du CFJ sont significatives :

- droit de regard sur les intervenants et sur l'enseignement par la participation au conseil pédagogique ;
 - demande d'une diversité dans le profil des intervenants. Il n'y a pas que Jean-Marc Sylvestre dans la vie... ;
 - demande de l'intervention des syndicats pour qu'enfin les journalistes connaissent leurs droits ;
- Et, doit-on le rappeler, fin de l'inflation des frais de scolarité, une inflation totalement disproportionnée au regard de l'enseignement dispensé et de l'équipement des écoles.

Un adage veut que « le journalisme mène à tout à condition d'en sortir ». Ce n'est pas une raison pour nous en dégoûter avant même d'avoir commencé.

Etudiants du CFJ/secteur presse